

ABDELKADER MESSAHEL RÉAGIT AUX DÉCLARATIONS DE SAÏDANI : «Des questions seront assurément posées au Comité central»

Le secrétaire général du FLN, Amar Saïdani, n'est pas en passe de tirer quelques glorioles de ses attaques acerbes et répétées à l'encontre du Premier ministre Abdelmalek Sellal. Tout porte à croire qu'il aura à s'en expliquer devant le Comité central du parti qui se réunira le 16 novembre prochain. «Des questions seront certainement posées», a soutenu, hier, le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel, après avoir rappelé sa qualité de membre du CC.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Dans ces empoignades entre Saïdani et Sellal, dont la presse assure les échos, le ministre de la Communication, qui a animé hier une conférence de presse conjointe avec son homologue des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, prend cause pour l'exécutif.

A la question de savoir si les attaques de Saïdani à l'encontre de Sellal ont déteint sur la sérénité du gouvernement, Abdelkader Messahel a rétorqué qu'il «s'agit du secrétaire général d'un parti politique» et que «le gouvernement applique

et réalise le plan du président de la République». Autrement dit, l'équipe coordonnée par Sellal ne serait en rien affectée par les charges à répétition d'un Saïdani qui se prévaut d'être dans le cercle des intimes de Bouteflika.

Cependant, Abdelkader Messahel a laissé clairement entendre que les libertés prises par Saïdani d'attaquer le Premier ministre posent un problème pour le Comité central du parti.

«C'est un problème qui relève d'un parti politique. Le 16 novembre prochain, il y aura la réunion du Comité central, je



Messahel laisse entendre que des comptes seront demandés à Saïdani.

suis membre de ce Comité central, des questions y seront assurément posées.» On aura, dès lors, compris que la prochaine session du Comité cen-

tral du FLN, durant laquelle Saïdani prévoit de faire valider sa liste des membres du bureau politique, ne sera pas une formalité.

Abdelkader Messahel a laissé entendre que des comptes seront demandés à Saïdani qui s'est étrangement distingué dans une hostilité franche à l'encontre du Premier ministre, alors que les deux hommes sont censés travailler à la même finalité qui est d'aider à la réélection de Bouteflika en avril 2014, si toutefois ce dernier se présentait.

On savait déjà que nombre de membres du Comité central du parti ont été mis mal à l'aise par les bravades du secrétaire général qui s'en est pris non point au seul Premier ministre mais aussi au DRS, mais à présent on note qu'ils ne comptent pas couvrir leur indisposition sans réagir. Amar Saïdani irait donc vers un Comité central à haut risque, déjà que le conclave sera boudé par les membres contestataires qui ne lui reconnaissent même pas la qualité de secrétaire général du parti.

S. A. I.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION Pas d'agenda pour le moment

Le ministre de la Communication a confirmé hier qu'il n'y a toujours pas d'agenda définitivement arrêté pour la révision de la Constitution. «La commission a présenté son rapport au président de la République. Les recommandations de la commission sont à l'étude à son niveau. C'est lui qui décidera de l'opportunité et du timing pour cette révision. Il en a la prérogative exclusive.»

S. A. I.

OTAGES ALGÉRIENS AU MALI Rien de nouveau

Le ministre des Affaires étrangères n'avait rien de nouveau à communiquer à propos des otages algériens au Mali. «On était en réunion (la matinée, ndlr) avec leurs familles. L'Etat est mobilisé, à travers l'ensemble de ses institutions, pour leur libération. L'Algérie est présente au Sahel et elle suit tous les développements.» Par ailleurs, Lamamra a infirmé que l'Algérie a contribué à la libération des otages français détenus au Mali.

S. A. I.

ÉTAT CIVIL POUR LES ALGÉRIENS NÉS À L'ÉTRANGER Le service disponible au niveau des wilayas

Les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur ont procédé hier à la signature d'un protocole d'accord portant sur l'ouverture des guichets d'état civil pour les Algériens nés à l'étranger au niveau des 48 wilayas. Ces derniers ne seront donc pas obligés de faire le déplacement jusqu'au siège du MAE pour leurs documents d'état civil.

S. A. I.

RAMTANE LAMAMRA À PROPOS DES CAMPAGNES MAROCAINES : «Les autorités marocaines sont dans l'impasse»

La tension diplomatique entre Alger et Rabat, exacerbée par l'attaque contre le consulat d'Algérie à Casablanca et l'offense à l'emblème national, a constitué l'essentiel des échanges entre le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, et la presse, hier, lors d'une conférence de presse à El-Aurassi. «Les autorités marocaines savent ce qu'il y a lieu de faire pour se sortir de cette impasse. Car elles se sont mises dans l'impasse», a-t-il affirmé.

Très pointilleux sur les vocables et qualificatifs dont certains usent pour évoquer la position algérienne dans ces grincements diplomatiques entre Alger et Rabat, le ministre des Affaires étrangères a refusé que la position algérienne soit qualifiée de fébrile. «La position de l'Algérie n'est pas fébrile. Elle est sereine. Tous nos interlocuteurs internationaux louent notre pondération et la modération de notre position qui est conforme à la légalité internationale», a-t-il soutenu, ajoutant qu'il y ait une divergence du Maroc avec la communauté internationale sur le parachèvement du processus onusien d'autodétermination du Sahara occidental est une donne. Que l'Algérie soit en phase avec ce processus est une autre donne.

Le ministre des Affaires étrangères a, par ailleurs, invité à éviter d'entretenir la confusion entre ce qui s'était produit à Casablanca et la question du Sahara occidental. «L'affaire du consulat algérien à Casablanca est à disso-

cier du problème du Sahara occidental. L'attaque du consulat est une atteinte à la légalité internationale, c'est une violation de l'immunité diplomatique. L'offense à l'emblème national est un deuxième forfait, aggravé par le fait qu'il soit intervenu le 1^{er} Novembre.»

Le chef de la diplomatie algérienne a estimé, cela dit, que le Maroc s'est mis dans l'impasse et qu'il sait ce qu'il doit faire pour en sortir. «Les autorités marocaines sont dans l'impasse. Elles savent ce qu'il y a lieu de faire pour s'en sortir.»

Par ailleurs, Ramtane Lamamra a insisté sur la demande de participation à l'enquête sur l'incident de Casablanca, justifiant que l'argument de l'acte isolé avancé par la partie marocaine n'est pas convaincant. «L'Algérie a toutes les raisons de rejeter la thèse de l'acte isolé. Nous avons demandé à être associés à l'enquête pour situer les responsabilités. C'est de notre droit puisque les deux actes sont commis en zone de sou-



Ramtane Lamamra serein.

veraineté algérienne.» Mieux encore, le ministre des Affaires étrangères a donné à comprendre que la relance des discussions entre les deux pays sur des dossiers en instance est subordonnée au règlement de cette question d'atteinte à la souveraineté nationale. «Quand cela sera réglé, nous parlerons d'autre chose», a-t-il tranché.

En attendant, la diplomatie algérienne ne compte pas se rendre à la politique de la chaise vide. L'Algérie pourrait donc bien prendre part à la conférence de Rabat sur la sécurité dans le Sahel. Ceci même si, a affirmé Lamamra,

l'Algérie «n'a pas discuté d'un autre format de réunion», à part ceux auxquels l'Algérie a participé jusque-là, notamment à Tripoli, tout récemment.

Ramtane Lamamra a confirmé que l'Algérie est invitée à la réunion de Rabat. «L'Algérie ne pratiquera pas la politique de la chaise vide. Mais je n'ai pas dit que je voyagerai ces jours-ci.» Décodé, cela signifie que la participation algérienne ne sera pas du rang ministériel, en tout cas pas à travers la personne du ministre des Affaires étrangères.

S. A. I.